

ZIMBABWE

**Des militants de l'opposition et des fermiers
sont victimes d'actes violents à caractère
politique**

Index AI : AFR 46/007/00

Amnesty International a déclaré mardi 25 avril 2000 que la mort de deux membres d'un parti d'opposition au Zimbabwe confirmait le fait que les violences perpétrées actuellement dans ce pays visent principalement les opposants réels ou présumés du gouvernement.

Des militants et sympathisants de l'opposition, réels ou perçus comme tels, sont intimidés et attaqués – au moins 13 d'entre eux ont été tués – dans des régions rurales par d'anciens combattants et d'autres sympathisants du parti au pouvoir, la *Zimbabwe African National Union-Patriotic Front* (ZANU-PF, Union nationale africaine du Zimbabwe-Front patriotique).

Des éléments montrent également que certaines des exploitations agricoles dont se sont violemment emparés les « vétérans » appartiennent à des fermiers qui sont favorables à l'opposition, qui ont fourni des moyens de transport aux ouvriers agricoles pour qu'ils participent au référendum constitutionnel et qui, dans certains cas, ont milité activement en faveur du « non ». Des travailleurs agricoles ont été attaqués et menacés par ceux qui occupent par la force les exploitations agricoles.

« *Loin de condamner ces agissements, qui se poursuivent avec la complicité ou l'assentiment apparent des autorités, le président Mugabe en a soutenu à plusieurs reprises les responsables* », a souligné Maina Kiai, directeur du Programme Afrique d'Amnesty International.

En février 2000, le président Mugabe a perdu

un référendum sur un projet de nouvelle Constitution. Cette grande défaite pour son gouvernement a été suivie, peu de temps après, d'une aggravation des tensions politiques. Des sympathisants de la ZANU-PF, parmi lesquels figuraient des « vétérans », ont commencé à harceler et attaquer des militants de l'opposition et à occuper des exploitations agricoles. Pacifiques dans un premier temps, ces occupations sont devenues de plus en plus violentes.

« *Au moment où le pays se prépare à la tenue d'élections législatives, qui doivent avoir lieu avant le mois d'août 2000, le climat de crainte et d'intimidation qui règne dans les régions rurales empêche les individus, en particulier ceux qui ne soutiennent pas la ZANU-PF, d'exercer leur droit à la liberté de réunion et d'association* », a souligné l'Organisation.

Même si des militants de l'opposition se sont apparemment eux aussi livrés à des violences, la plupart des témoignages de victimes, de badauds ou de journalistes identifient les auteurs des actes de violence comme des membres ou des sympathisants de la ZANU-PF. Certaines informations font également état de violences survenues entre des partisans de la ZANU-PF et des sympathisants du *Movement for Democratic Change* (MDC, Mouvement pour le changement démocratique), formation d'opposition, à l'issue desquelles des partisans des deux mouvements ont été arrêtés.

Les cas suivants illustrent le caractère ciblé

La version originale a été publiée
par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton
Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-
Uni. Seule la version anglaise fait
foi.

La version française a été traduite
et diffusée par les Éditions
Francophones d'Amnesty
International - ÉFAI -

des violences :

? Membres et sympathisants de l'opposition.

Le 15 avril 2000, des hommes armés se déplaçant dans un véhicule qui, selon certaines informations, portait l'emblème de la ZANU-PF, ont arrêté une voiture dans laquelle se trouvaient plusieurs membres et sympathisants du MDC, qui s'apprêtaient à assister à un meeting, dans le sud-est de la capitale Harare. Les hommes armés ont brisé les vitres de la voiture et lancé une bombe incendiaire à l'intérieur, tuant Tichaona Chiminya, un chauffeur du MDC. Un des passagers, Talent Mabika, est mort à l'hôpital et cinq autres personnes ont été blessées. Les policiers qui se trouvaient dans cette zone, Murambinda Growth Point, ne seraient pas intervenus. Selon certaines informations, un suspect a été arrêté depuis lors.

? Journalistes. Au cours du week-end des 22 et 23 avril, le bâtiment dans lequel se trouvent les bureaux du *Daily News* à Harare a été la cible d'un attentat à l'explosif. Le rédacteur en chef du journal avait reçu une lettre de menace peu de temps avant l'attaque.

? Fermiers. Le 15 avril, l'agriculteur David Stevens, qui avait milité en faveur du MDC et avait autorisé la tenue de meetings de ce parti sur son exploitation agricole, près de Macheke, aurait été enlevé et abattu par des anciens combattants. Un autre propriétaire terrien, John Osborne, a été enlevé par des « vétérans » au poste de police où il s'était rendu pour signaler l'enlèvement de David Stevens.

? Ouvriers agricoles. Le 3 avril, 20 sympathisants présumés de la ZANU-PF ont attaqué le garde-chasse Farai Sandikonda alors qu'il tentait de protéger la maison du propriétaire de la ferme, près de Mvurwi, au nord d'Harare. Il a eu le bras cassé et une coupure importante à la tête. Environ une semaine après, des membres du mouvement des jeunes de la ZANU-PF auraient attaqué et déshabillé en public six ouvriers, quatre hommes et deux femmes, dans une autre

exploitation située au nord d'Harare, près de M^t Darwin. Ils les ont contraints, en les frappant, à danser en chantant des hymnes à la gloire de la ZANU-PF. Ces personnes ont dû être hospitalisées et leurs agresseurs ont menacé de s'en prendre à leurs enfants si elles prévenaient la police.

Le rôle de la police

De hauts responsables de la police ont refusé de se conformer aux décisions du 17 mars et du 13 avril de la Haute Cour demandant aux anciens combattants et aux squatters de quitter les fermes qu'ils occupaient. Selon certaines informations, la police ne serait pas non plus intervenue pour empêcher les exactions ou appréhender les coupables en flagrant délit. L'attitude des autorités conforte les responsables de ces agissements dans l'idée qu'ils peuvent commettre des atteintes aux droits humains en toute impunité.

Amnesty International reconnaît la difficulté du rôle que doivent jouer les policiers dans cette situation. Un membre de la police a été abattu par des squatters le 4 avril, semble-t-il dans une ferme située près de Marandellas, où il s'était rendu pour enquêter sur l'attaque dont a été victime le 3 avril Iain Kay, fermier et sympathisant du MDC. Le gouvernement doit néanmoins faire le nécessaire pour envoyer des renforts à la police afin qu'elle puisse remplir ses fonctions.

« Nous exhortons une fois de plus le président Robert Mugabe à condamner ces violences et à prendre les mesures qui s'imposent pour que la situation des droits humains cesse de se détériorer au Zimbabwe », a déclaré Amnesty International, réitérant ainsi l'appel qu'elle a lancé la semaine passée dans sa lettre ouverte au président Mugabe. **M**

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le service de presse d'Amnesty International, à Londres, au 44 207 413 5808 ou 44 7778 472 119 (portable).

La version originale a été publiée
par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton
Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-
Uni. Seule la version anglaise fait
foi.

La version française a été traduite
et diffusée par les Éditions
Francophones d'Amnesty
International - ÉFAI -

Vous pouvez également consulter notre site

web :

<http://www.amnesty.org>

La version originale a été publiée
par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton
Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-
Uni. Seule la version anglaise fait
foi.

La version française a été traduite
et diffusée par les Éditions
Francophones d'Amnesty
International - ÉFAI -